

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 1874

[C — 2007/09405]

1^{er} AVRIL 2007. — Loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de la réouverture de la procédure en matière pénale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Il est inséré dans le Livre II, Titre III, du Code d'instruction criminelle un Chapitre *IIbis*, comprenant les articles 442*bis* à 442*octies*, et intitulé comme suit :

« Chapitre *IIbis*. — De la réouverture de la procédure ».

Art. 3. Il est inséré au Chapitre *IIbis* du Titre III du Livre II du même Code une section 1^{ère}, intitulée comme suit :

« Section 1^{ère}. — Des demandes de réouverture de la procédure ».

Art. 4. Un article 442*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la section 1^{ère} du Chapitre *IIbis* du Titre III du Livre II du même Code :

« Art. 442*bis*. S'il a été établi par un arrêt définitif de la Cour européenne des Droits de l'Homme que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou des protocoles additionnels, ci-après « la Convention européenne », ont été violés, il peut être demandé la réouverture, en ce qui concerne la seule action publique, de la procédure qui a conduit à la condamnation du requérant dans l'affaire devant la Cour européenne des Droits de l'Homme ou à la condamnation d'une autre personne pour le même fait et fondée sur les mêmes moyens de preuve. »

Art. 5. Un article 442*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même section :

« Art. 442*ter*. Le droit de demander la réouverture de la procédure appartient :

1° au condamné;

2° si le condamné est décédé, si son interdiction a été prononcée ou s'il se trouve en état d'absence déclarée, à son conjoint, à la personne avec qui il cohabite légalement, à ses descendants, à ses ascendants, à ses frères et soeurs;

3° au procureur général près la Cour de cassation, d'office ou à la demande du Ministre de la Justice. »

Art. 6. Un article 442*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même section :

« Art. 442*quater*. § 1^{er}. La Cour de cassation connaît des demandes de réouverture.

§ 2. La Cour en est saisie, soit par un réquisitoire du Procureur général près la Cour de cassation, soit par une requête signée d'un avocat inscrit au barreau depuis plus de dix ans. Le réquisitoire ou la requête contient un exposé détaillé des faits et mentionne la cause de réouverture.

La demande est introduite dans les six mois de la date à laquelle l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme est devenu définitif.

La demande est irrecevable s'il n'est pas satisfait aux conditions posées aux alinéas précédents.

§ 3. Si le condamné est décédé, si son interdiction a été prononcée ou s'il se trouve en état d'absence déclarée, la Cour de cassation nomme un curateur à sa défense, lequel le représentera. La Cour de cassation ou le juge auquel l'affaire a été renvoyée désigne également un curateur si le requérant décède pendant l'examen de la cause. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 1874

[C — 2007/09405]

1 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van het Wetboek van strafverordening met het oog op de heropening van de rechtspleging in strafzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In Boek II, Titel III van het Wetboek van strafvordering wordt een Hoofdstuk *IIbis* ingevoegd, dat de artikelen 442*bis* tot 442*octies* omvat, met als opschrift :

« Hoofdstuk *IIbis*. — Heropening van de rechtspleging ».

Art. 3. In Hoofdstuk *IIbis* van Titel III van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift :

« Afdeling 1. Aanvragen tot heropening van de rechtspleging ».

Art. 4. In Afdeling 1 van Hoofdstuk *IIbis* van Titel III van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 442*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 442*bis*. Wanneer bij een definitief arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens is vastgesteld dat het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden of de aanvullende protocollen, hierna « het Europees Verdrag », zijn geschonden, kan, enkel wat de strafvordering betreft, de heropening gevraagd worden van de rechtspleging die geleid heeft tot de veroordeling van de verzoeker in de zaak voor het Europees Hof voor de Rechten van de Mens of tot de veroordeling van een andere persoon, wegens hetzelfde feit en op grond van dezelfde bewijsmiddelen. »

Art. 5. In dezelfde Afdeling wordt een artikel 442*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 442*ter*. Het recht om de heropening van de rechtspleging te vragen behoort :

1° aan de veroordeelde;

2° indien de veroordeelde overleden is, indien hij onbekwaam of afwezig verklaard is, aan zijn echtgenoot, aan diegene met wie hij wettelijk samenwoont, aan zijn bloedverwanten in de nederdalende en de opgaande lijn, aan zijn broers en zusters;

3° aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, ambtshalve of op verzoek van de Minister van Justitie. »

Art. 6. In dezelfde Afdeling wordt een artikel 442*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 442*quater*. § 1. Het Hof van Cassatie neemt kennis van de aanvragen tot heropening.

§ 2. De aanvraag wordt bij het Hof aanhangig gemaakt, hetzij bij een vordering van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, hetzij bij een verzoekschrift dat getekend is door een advocaat die meer dan tien jaar bij de balie is ingeschreven. De vordering of het verzoekschrift bevat een omstandige opgave van de feiten en vermeldt de grond tot heropening.

De aanvraag wordt ingediend binnen zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop het arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens definitief geworden is.

De aanvraag is niet ontvankelijk indien niet voldaan is aan de in de vorige leden gestelde voorwaarden.

§ 3. Indien de veroordeelde overleden is, indien hij onbekwaam of afwezig verklaard is, benoemt het Hof van Cassatie een curator voor zijn verdediging, die hem vertegenwoordigt. Het Hof van Cassatie of de rechter waarnaar de zaak verwezen is stelt eveneens een curator aan indien de verzoeker tijdens de behandeling van de zaak overlijdt. »

Art. 7. Un article 442quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même section :

« Art. 442quinquies. Lorsqu'il ressort de l'examen de la demande soit que la décision attaquée est contraire sur le fond à la Convention européenne, soit que la violation constatée est la conséquence d'erreurs ou de défaillances de procédure d'une gravité telle qu'un doute sérieux existe quant au résultat de la procédure attaquée, la Cour de cassation ordonne la réouverture de la procédure, pour autant que la partie condamnée ou les ayants droit prévus à l'article 442ter, 2°, continuent à souffrir des conséquences négatives très graves que seule une réouverture peut réparer.

Dans les cas où la Cour de cassation a rendu la décision attaquée, elle examine la demande de réouverture dans une composition différente. »

Art. 8. Il est inséré au Chapitre IIbis du Titre III du Livre II du même Code une section 2, intitulée comme suit :

« Section 2. — Du déroulement de la procédure après sa réouverture »

Art. 9. Un article 442sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la section 2 du Chapitre IIbis du Titre III du Livre II du même Code :

« Art. 442sexies. § 1^{er}. Après que la Cour de cassation a ordonné la réouverture de la procédure, elle retire la décision attaquée, pour autant que ce soit elle qui l'ait rendue, et statue à nouveau sur le pourvoi en cassation initial dans les limites de la violation constatée par la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans les autres cas, la Cour de cassation annule la décision attaquée et renvoie l'affaire à une juridiction de même rang que celle qui a rendu la décision attaquée ou annule la décision attaquée sans renvoi.

Le délai de prescription de l'action publique recommence à courir à compter de l'arrêt ordonnant la réouverture.

§ 2. L'arrêt de la Cour de cassation, rendu conformément au § 1^{er}, produit les mêmes effets qu'un arrêt rendu sur un pourvoi en cassation. »

Art. 10. Un article 442septies, rédigé comme suit, est inséré dans la même section :

« Art. 442septies. § 1^{er}. La juridiction de renvoi prononcera l'acquiescement de l'accusé ou du prévenu, ou confirmera la condamnation annulée, sauf à réduire, le cas échéant, la peine infligée par cette condamnation.

§ 2. Lorsque la Cour de cassation annule la condamnation sans renvoi ou lorsque la juridiction à laquelle l'affaire est renvoyée acquitte la personne condamnée par la décision attaquée, elles condamnent l'Etat au paiement des dommages-intérêts accordés à la partie civile ou au remboursement au condamné ou à ses ayants droit du montant déjà payé par ceux-ci. Dans ces cas, l'Etat est également condamné au paiement ou au remboursement des dommages-intérêts accordés par le juge civil à la suite d'une action civile, pour autant que l'action civile et la décision attaquée du juge répressif concernent le même fait.

§ 3. L'amende perçue indûment sera remboursée, majorée des intérêts légaux à compter de la perception.

§ 4. En cas de modification de la décision initiale et en cas d'annulation de la condamnation sans renvoi, la juridiction peut également ordonner la publication d'un extrait de sa décision dans le quotidien qu'elle désigne.

§ 5. Une indemnité peut être octroyée au condamné mis en détention injustement en exécution de la décision modifiée, conformément à l'article 28, §§ 2 à 5, et 29 de la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante. »

Art. 7. In dezelfde Afdeling wordt een artikel 442quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 442quinquies. Wanneer uit het onderzoek van de aanvraag blijkt hetzij dat de bestreden beslissing ten gronde strijdig is met het Europees Verdrag, hetzij dat de vastgestelde schending het gevolg is van procedurefouten of -tekortkomingen die dermate ernstig zijn dat ernstige twijfel bestaat over de uitkomst van de bestreden rechtspleging, beveelt het Hof van Cassatie de heropening van de rechtspleging, voor zover de veroordeelde partij of de rechthebbenden voorzien in artikel 442ter, 2°, zeer ernstige nadelige gevolgen blijven ondervinden, die slechts door een heropening kunnen worden hersteld.

In de gevallen waarin het Hof van Cassatie de bestreden beslissing heeft gewezen, onderzoekt het de aanvraag tot heropening in een andere samenstelling. »

Art. 8. In Hoofdstuk IIbis van Titel III van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift :

« Afdeling 2. — Verloop van de rechtspleging na de heropening ervan. »

Art. 9. In Afdeling 2 van Hoofdstuk IIbis van Titel III van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 442sexies ingevoegd, luidende :

« Art. 442sexies. § 1. Nadat het Hof van Cassatie de heropening van de rechtspleging heeft bevolen, trekt het de bestreden beslissing in, voor zover het deze beslissing zelf heeft gewezen, en doet het opnieuw uitspraak over het oorspronkelijk cassatieberoep, binnen de grenzen van de door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens vastgestelde schending.

In de andere gevallen vernietigt het Hof van Cassatie de bestreden beslissing en verwijst het de zaak naar een gerecht van dezelfde rang als het gerecht dat de vernietigde beslissing heeft genomen, of vernietigt het de bestreden beslissing zonder verwijzing.

De verjaringstermijn van de strafvordering begint opnieuw te lopen vanaf het arrest dat de heropening beveelt.

§ 2. Het arrest van het Hof van Cassatie, gewezen overeenkomstig § 1, heeft dezelfde gevolgen als een arrest gewezen op een cassatieberoep. »

Art. 10. In dezelfde afdeling wordt een artikel 442septies ingevoegd, luidende :

« Art. 442septies. § 1. Het gerecht waarnaar de zaak wordt verwezen, spreekt de beschuldigde of de beklaagde vrij of bevestigt de vernietigde veroordeling, behoudens vermindering van de door deze veroordeling opgelegde straf, indien daartoe grond bestaat.

§ 2. Wanneer het Hof van Cassatie de veroordeling vernietigt zonder verwijzing of wanneer het gerecht waarnaar de zaak wordt verwezen de bij de bestreden beslissing veroordeelde vrijspreekt veroordelen zij de Staat tot betaling van de schadevergoeding die aan de burgerlijke partij is toegekend of tot terugbetaling aan de veroordeelde of zijn rechthebbenden van het bedrag dat door voornoemden reeds betaald zou zijn. In die gevallen wordt de Staat eveneens veroordeeld tot betaling of tot terugbetaling van de schadevergoeding die tengevolge van een burgerlijke rechtsvordering door de burgerlijke rechter is toegekend, voorzover de burgerlijke rechtsvordering en de bestreden beslissing van de strafrechter hetzelfde feit betreffen.

§ 3. De ten onrechte geïnde geldboete wordt terugbetaald, vermeerderd met de wettelijke intresten te rekenen vanaf de inning.

§ 4. Bij wijziging van de oorspronkelijke beslissing en ingeval van vernietiging van de veroordeling zonder verwijzing, kan het gerecht tevens de bekendmaking bevelen van een uittreksel van zijn beslissing in het dagblad dat hij aanwijst.

§ 5. Een vergoeding kan worden toegekend aan de veroordeelde die ter uitvoering van de gewijzigde beslissing ten onrechte in hechtenis is genomen, overeenkomstig artikel 28, §§ 2 tot 5, en 29 van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis. »

Art. 11. Il est inséré au Chapitre *IIbis* du Titre III du Livre II du même Code une section 3, intitulée comme suit :

« Section 3. — Des frais de la procédure »

Art. 12. Un article 442*octies*, rédigé comme suit, est inséré dans la section 3 du Chapitre *IIbis* du Titre III du Livre II du même Code :

« Art. 442*octies*. Les frais de procédure sont à charge de l'Etat, sauf si la demande de réouverture, formée par requête, est déclarée irrecevable. »

Art. 13. La présente loi s'applique aux décisions judiciaires faisant l'objet de la constatation d'une violation de la Convention européenne, dans un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme rendu après l'entrée en vigueur de la loi.

La présente loi s'applique également aux décisions judiciaires faisant l'objet de la constatation d'une violation de la Convention européenne, dans un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme rendu avant l'entrée en vigueur de la loi, si le Comité des ministres au Conseil de l'Europe n'a pas encore constaté qu'il a rempli ses fonctions en vertu de l'article 46, § 2, de la Convention européenne. Par dérogation à l'article 442*quater*, § 2, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, la demande de réouverture de la procédure est introduite dans ces cas dans les six mois de la date d'entrée en vigueur de la loi.

Art. 14. La présente loi entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Note

Sénat

Documents :

3-1769/ 2005/2006 :

N° 1 : Projet de loi.

3-1769/ 2006/2007 :

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte amendé par la commission.

Voir aussi :

Annales du Sénat :

14 décembre 2006.

Chambre des Représentants

Documents :

Doc 51 2819/ (2006/2007) :

001 : Projet transmis par le Sénat.

002 : Rapport.

003 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Compte rendu intégral :

15 mars 2007.

Art. 11. In Hoofdstuk *IIbis* van Titel III van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift :

« Afdeling 3. — Kosten van de rechtspleging. »

Art. 12. In Afdeling 3 van Hoofdstuk *IIbis* van Titel III van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 442*octies* ingevoegd, luidende :

« Art. 442*octies*. De kosten van de rechtspleging zijn ten laste van de Staat, behoudens wanneer de aanvraag tot heropening, ingediend bij verzoekschrift, niet-ontvankelijk wordt verklaard. »

Art. 13. Deze wet is van toepassing op de rechterlijke beslissingen die het voorwerp uitmaken van de vaststelling van een schending van het Europees Verdrag, in een arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens dat is gewezen na de inwerkingtreding van de wet.

Deze wet is eveneens van toepassing op de rechterlijke beslissingen die het voorwerp uitmaken van de vaststelling van een schending van het Europees Verdrag, in een arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens dat is gewezen vóór de inwerkingtreding van de wet, indien het Comité van ministers van de Raad van Europa nog niet heeft vastgesteld dat het zijn opdracht op grond van artikel 46, § 2, van het Europees Verdrag heeft vervuld. In afwijking van artikel 442*quater*, § 2, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, wordt de aanvraag tot heropening van de rechtspleging in deze gevallen ingediend binnen zes maanden na de datum van inwerkingtreding van de wet.

Art. 14. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de zevende maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

Senaat

Stukken :

3-1769/ 2005/2006 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

3-1769/ 2006/2007 :

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Zie ook :

Handelingen van de Senaat :

14 december 2006.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken :

Doc 51 2819/ (2006/2007) :

001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

002 : Verslag.

003 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Integraal verslag :

15 maart 2007.